

CHIFFRES  
CLÉS DU PLF  
2017

PLF 2017

## Un dernier budget dans la continuité de la stratégie économique du quinquennat

**D**epuis son arrivée au pouvoir en 2012, la politique économique et budgétaire de la majorité a été guidée par 3 combats menés de front: celui des réformes pour la croissance et l'emploi, celui de l'assainissement des comptes publics et celui du renforcement de la justice sociale.

**Le budget 2017 s'inscrit pleinement dans ce triptyque.** Il inscrit dans la durée les baisses d'impôt pour les entreprises afin de renforcer leur capacité d'embauche et d'investissement avec un effort particulier en direction des PME. Il confirme aussi la maîtrise de la dépense publique dont le rythme continuera d'être nettement en deçà de sa tendance historique tout en dégagant des marges de manœuvre pour financer les priorités du Gouvernement, notamment en termes d'éducation, d'emploi et de sécurité. Enfin, il continue de renforcer la justice sociale notamment en ciblant vers les classes moyennes de nouvelles baisses de l'impôt sur le revenu.

## Les principales hypothèses et mesures du budget 2017

Depuis le programme de stabilité d'avril, le Gouvernement a maintenu son hypothèse de croissance de 1,5 % en 2016 et en 2017 ainsi que la trajectoire de réduction du déficit public à 3,3 % cette année et 2,7 % en 2017. Dans ce cadre, des ajustements ont eu lieu depuis le printemps pour dégager des moyens accrus en faveur de ses priorités essentielles (éducation, sécurité et emploi) grâce à une réorientation de la dernière étape du Pacte de responsabilité et de solidarité. Ce sont ainsi près de 7 Md€ de moyens supplémentaires qui sont alloués aux secteurs prioritaires en 2017 :

- **L'école et l'enseignement supérieur bénéficient de 3 Md€ de moyens nouveaux.** 11 712 postes supplémentaires seront créés au ministère de l'éducation nationale et l'enseignement supérieur et 950 dans les universités, permettant ainsi de respecter l'engagement de créer 60 000 postes dans l'enseignement sur le quinquennat ;

- **Les crédits supplémentaires en faveur de la sécurité s'élèvent à près de 2 Md€.** Ces moyens ont pour vocation de garantir la capacité des forces de sécurité et de la justice à assurer la protection des Français. Pour la première fois depuis 2009, une loi de programmation militaire est non seulement tenue, mais également dotée de moyens nouveaux ;

- **La mobilisation en faveur de l'emploi, réaffirmée par le Président de la République à l'occasion de l'annonce du plan d'urgence en faveur de l'emploi en janvier 2016, et amplifiée cet été par la prolongation jusqu'au 31 décembre 2017 de la prime à l'embauche dans les petites et moyennes entreprises, se traduit par des moyens nouveaux très importants, de près de 2 Md€.**

S'agissant de la sécurité sociale, le projet de loi de financement de la sécurité sociale sera celui du rétablissement de l'équilibre du régime général, meilleur résultat connu depuis 2001.

Enfin, s'agissant des collectivités locales, le rythme de baisse de leurs dotations a été adapté. L'objectif de dépenses locales est fixé à 2,0%, conformément à la LPFP.

Ainsi, l'ensemble de la dépense publique progressera de + 1,6%, en valeur et hors crédits d'impôts. Au total, sur les cinq budgets consécutifs du gouvernement, **la dépense publique n'aura augmenté que de + 1,3% par an en moyenne**. Cela démontre un effort sans précédent de maîtrise des dépenses, au regard de l'évolution antérieure, **supérieure à 3% par an en moyenne**. En conséquence, la part des dépenses publiques dans le PIB aura diminué sans discontinuer depuis 2013, pour atteindre 54,6% du PIB en 2017 (hors crédits d'impôts).

Côté recettes, le Gouvernement poursuivra les réformes fiscales favorables à la croissance et à la justice sociale. Ainsi, la baisse d'ici à 2020 du taux de l'impôt sur les sociétés à 28% sera une réalité dès 2017 pour l'ensemble des PME. Les allègements de cotisations en faveur des artisans seront renforcés. Et une nouvelle baisse d'impôt sur le revenu sera mise en œuvre, pour un montant de 1 Md€. Au total depuis 2014, 6 Md€ de baisses ciblées de cet impôt auront bénéficié à 12 millions de ménages.

Dans ce contexte, et sous l'effet de la montée en charge de la fiscalité écologique et de la poursuite de nos efforts de lutte contre la fraude, le taux de prélèvements obligatoires se stabiliserait à 44,5% du PIB en 2017, en recul après son point haut à 44,8% en 2014.

Enfin, le recouvrement de l'impôt fera l'objet d'une modernisation sans précédent, **avec l'instauration du prélèvement à la source.**

La baisse du déficit et la reprise de l'activité permettra au ratio de dette publique de se stabiliser et même de refluer légèrement. Après 96,2% fin 2015, le ratio d'endettement atteindrait ainsi 96,0% fin 2017. **La dette publique n'aura ainsi augmenté que de 6 points de PIB sur l'ensemble du quinquennat contre plus de 25 points au cours de la période 2007 — 2012.**

# Les principaux éléments de cadrage économique du PLF 2017

Taux de variation en volume,  
sauf indications contraires

2012	2015	2016	2017
------	------	------	------

## Environnement international

	2012	2015	2016	2017
Taux de croissance du PIB aux États-Unis (en %)	2,2	2,6	1,5	2,1
Taux de croissance du PIB dans la zone euro (en %)	-0,9	2,0	1,6	1,5
Prix à la consommation dans la zone euro (en %)	2,5	0,0	0,2	1,1
Prix du baril de Brent (en dollars)	112	53	42	45
Taux de change euro/dollar	1,29	1,11	1,11	1,12

## Économie française

	2012	2015	2016	2017
PIB total (valeur en milliards d'euros)	2087	2181	2232	2287
Variation en volume (en %)	0,2	1,3	1,5	1,5
Variation en valeur (en %)	1,3	1,9	2,3	2,4
Pouvoir d'achat du revenu disponible (en %) <sup>1</sup>	-0,9	1,6	1,9	1,5
Dépenses de consommation des ménages (en %)	-0,3	1,5	1,8	1,6
Investissement des entreprises, hors construction (en %)	2,6	3,7	4,9	4,5
Exportations (en %)	2,5	6,1	0,9	3,5
Importations (en %)	0,7	6,6	2,1	4,0
Prix à la consommation (hors tabac, en %)	1,9	0,0	0,1	0,8
Balance commerciale (biens, données douanières FAB-FAB) (en milliards d'euros)	-67,6	-45,7	-45,3	-48,9
Capacité de financement des administrations publiques (en % du PIB) <sup>2</sup>	-4,8	-3,5	-3,3	-2,7

(1) Déflaté par le déflateur de la consommation des ménages.

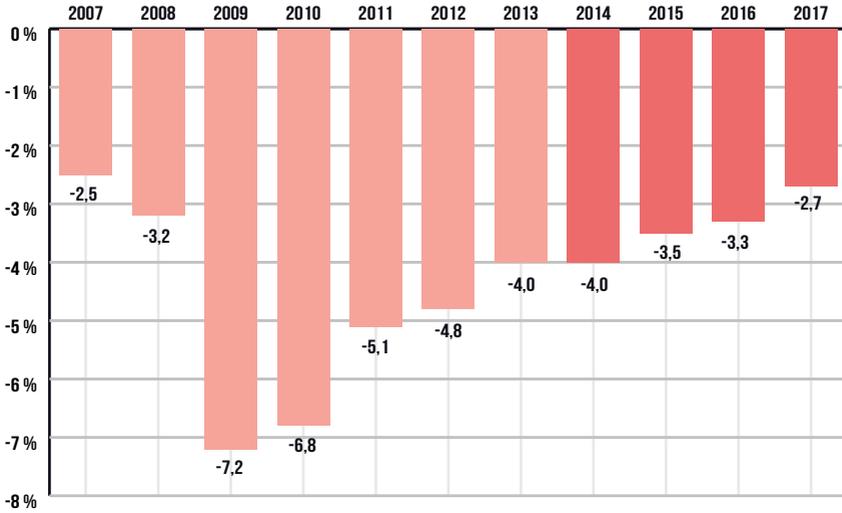
(2) Capacité de financement au sens des règles du traité de Maastricht.

## Prévisions économiques et de finances publiques pour 2015—2017

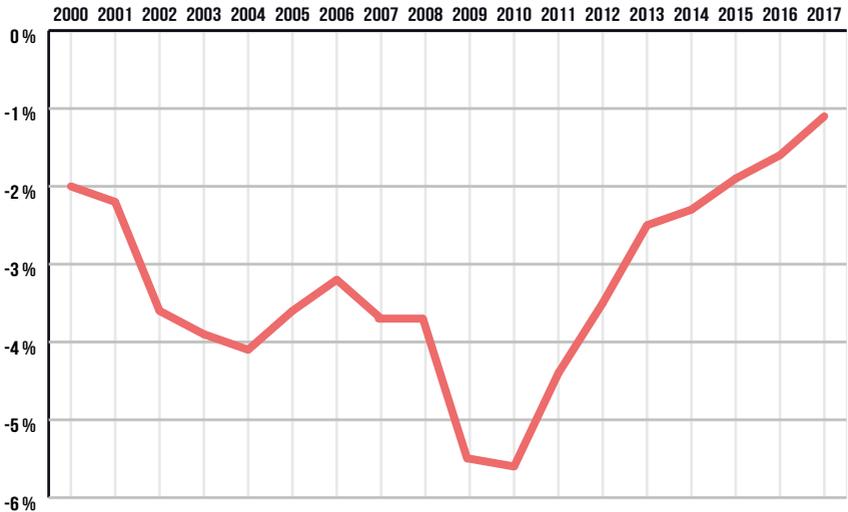
En comptabilité nationale	Exécution 2012	Exécution 2015	2016	2017
<b>Solde structurel des administrations publiques (en % du PIB potentiel)</b>	<b>-3,5</b>	<b>-1,9</b>	<b>-1,6</b>	<b>-1,1</b>
<b>Ajustement structurel</b>	<b>1,0</b>	<b>0,4</b>	<b>0,3</b>	<b>0,5</b>
<b>Solde des administrations publiques (en % de PIB)</b>	<b>-4,8</b>	<b>-3,5</b>	<b>-3,3</b>	<b>-2,7</b>
<i>dont solde État</i>	<i>-3,9</i>	<i>-3,3</i>	<i>-3,3</i>	<i>-3,0</i>
<i>dont solde organismes divers d'administration centrale (ODAC)</i>	<i>-0,1</i>	<i>-0,1</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,0</i>
<i>dont solde collectivités locales</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>-0,1</i>
<i>dont solde administration de sécurité sociale</i>	<i>-0,6</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,0</i>	<i>0,3</i>
<b>Dettes publiques (en % de PIB)</b>	<b>89,6</b>	<b>96,2</b>	<b>96,1</b>	<b>96,0</b>
<b>Taux de prélèvements obligatoires (en % de PIB)</b>	<b>43,8</b>	<b>44,7</b>	<b>44,5</b>	<b>44,5</b>
<b>Part des dépenses publiques* (% du PIB)</b>	<b>56,0</b>	<b>55,5</b>	<b>55,0</b>	<b>54,6</b>
<b>Taux de croissance des dépenses publiques* (en valeur)</b>	<b>3,1</b>	<b>0,8</b>	<b>1,4</b>	<b>1,6</b>
Inflation hors tabac (%)	1,9	0,0	0,1	0,8
Croissance du PIB en volume (%)	0,2	1,3	1,5	1,5

\*Hors crédits d'impôts

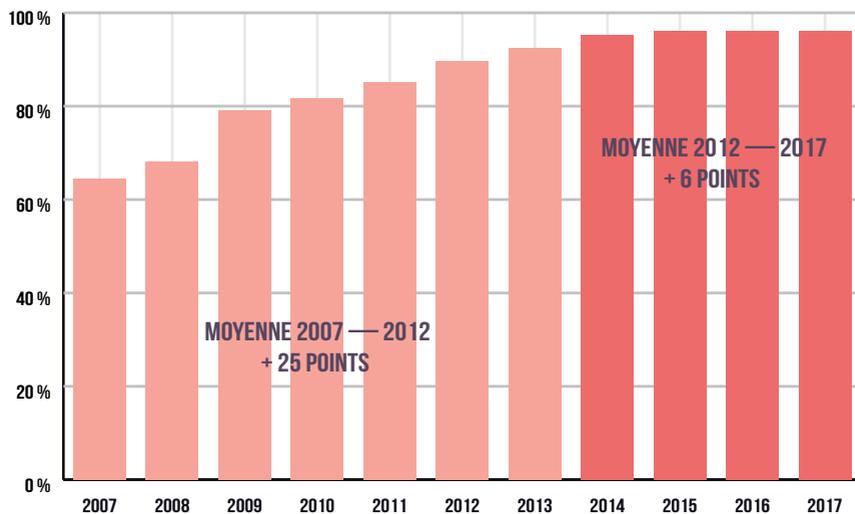
## Trajectoire de déficit public nominal



## Trajectoire de déficit public structurel



## Évolution de la dette publique depuis 2007 (% de PIB)



## Solde général du budget de l'État

En milliards d'euro, comptabilité budgétaire	2012	Exécution 2015	LFI 2016	Révisé 2016	PLF 2017
<b>Dépenses nettes*</b>	<b>370,7</b>	<b>366,7</b>	<b>377,2</b>	<b>374,3</b>	<b>381,7</b>
<b>Recettes nettes</b>	<b>282,5</b>	<b>294,5</b>	<b>303,5</b>	<b>301,7</b>	<b>307,0</b>
<i>dont impôt sur le revenu</i>	59,5	69,3	72,1	71,5	73,4
<i>dont impôt sur les sociétés</i>	40,8	33,5	32,8	30,5	29,4
<i>dont taxe sur la valeur ajoutée</i>	133,4	141,8	144,6	145,0	149,4
<i>dont taxe intérieure sur les produits de consommation sur les produits énergétiques</i>	13,5	13,8	15,9	15,9	16,2
<i>dont autres recettes fiscales</i>	21,2	21,7	22,4	23,0	24,1
<i>dont recettes non fiscales</i>	14,1	14,4	15,6	15,8	14,5
<b>Solde des budgets annexes</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>Solde des comptes spéciaux</b>	<b>1,0</b>	<b>1,6</b>	<b>1,4</b>	<b>2,7</b>	<b>5,4</b>
<b>SOLDE GÉNÉRAL</b>	<b>-87,1</b>	<b>-70,5</b>	<b>-72,3</b>	<b>-69,9</b>	<b>-69,3</b>

\* Par convention, les prélèvements sur recettes au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne sont inclus sur la ligne « Dépenses »

## Dépenses de l'État

CP, en Md€	LFI 2016	PLF 2017 (format constant)	PLF 2017 (format courant)
<b>Dépenses des ministères</b>	<b>224,7</b>	<b>232,1</b>	<b>234,4</b>
Crédits des ministères	216,1	223,4	225,6
Taxes affectées plafonnées	8,6	8,7	8,8
<i>dont taxes affectées</i>	9,1	9,1	9,2
<i>dont contributions exceptionnelles</i>	-0,4	-0,4	-0,4
<b>Prélèvement sur recettes au profit de l'Union européenne</b>	<b>20,2</b>	<b>19,1</b>	<b>19,08</b>
<b>Total hors dette, pensions et concours aux collectivités locales</b>	<b>244,9</b>	<b>251,2</b>	<b>253,5</b>
<b>Transferts aux collectivités locales (PSR et mission RCT*)</b>	<b>50,3</b>	<b>47,4</b>	<b>47,3</b>
<b>Total des dépenses de l'État, hors charge de la dette et pensions</b>	<b>295,2</b>	<b>298,6</b>	<b>300,8</b>
<b>Charge de la dette</b>	<b>44,5</b>	<b>41,8</b>	<b>41,8</b>
Contribution au CAS Pensions	46,2	48,0	48,0
<b>Dépenses totales de l'État</b>	<b>385,9</b>	<b>388,3</b>	<b>390,6</b>
<b>Prévision d'inflation</b>	<b>0,1%</b>		<b>+0,80%</b>
<b>Évolution en volume des dépenses de l'État</b>		<b>-0,14%</b>	

RCT: « Relations avec les collectivités territoriales »

\* hors réserve parlementaire, intégrée aux dépenses du budget général

## Les missions du budget général de l'État

<b>31 MISSIONS***</b> (crédits de paiement en milliards d'euros - hors contributions directes de l'État au CAS Pension)	<b>LFI 2016 structure 2017</b>	<b>PLF 2017</b>
Action extérieure de l'État	3,07	2,88
Administration générale et territoriale de l'État	2,02	2,32
Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales	2,94	3,12
Aide publique au développement	2,48	2,62
Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation	2,61	2,55
Conseil et contrôle de l'État	0,50	0,51
Crédits non répartis*	0,04	0,02
Culture	2,53	2,70
Défense	31,84	32,44
Direction de l'action du Gouvernement	1,34	1,37
Écologie, développement et mobilité durables	8,92	8,99
Économie	1,63	1,64
Égalité des territoires et logement	17,97	18,11
Engagements financiers de l'État**	0,63	0,57
Enseignement scolaire	47,97	50,06
Gestion des finances publiques et des ressources humaines	8,24	8,17
Immigration, asile et intégration	0,94	1,06
Justice	6,60	6,89
Médias, livre et industries culturelles	0,56	0,57
Outre-mer	2,02	2,03
Politique des territoires	0,73	0,69
Pouvoirs publics	0,99	0,99
Recherche et enseignement supérieur	25,93	26,75
Régimes sociaux et de retraite	6,32	6,25
Relations avec les collectivités territoriales*	2,92	3,14
Santé	1,32	1,26
Sécurité	12,54	12,98
Solidarité, insertion et égalité des chances	16,90	17,65
Sport, jeunesse et vie associative	0,65	0,74
Travail et emploi	13,47	15,30

\* Hors réserve parlementaire

\*\* Hors charge de la dette et dotation au Mécanisme européen de stabilité

\*\*\* Une mission nouvelle «Investissement d'avenir» est créée en 2017, et dotée d'AE uniquement

## Schéma d'emplois État (Budget général et budgets annexes) (en ETP)

	LFI 2016	PLF 2017	Plafond d'emplois PLF 2017 (ETPT)
Affaires étrangères et développement international	- 115	- 48	13 834
Affaires sociales et santé	- 149	- 80	10 225
Agriculture, agroalimentaire et forêt	- 20	0	30 533
<i>Enseignement agricole (y. c. supérieur)</i>	140	140	18 062
<i>Hors Enseignement agricole</i>	- 160	- 140	12 471
Aménagement du territoire, Ruralité et Collectivités territoriales	n/a*	- 3	283
Culture et communication	- 30	0	11 189
Défense	2 300	464	273 294
Économie et finances	- 2 068	- 1 540	141 307
Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche	8 561	11 712	1 015 603
Environnement, énergie et mer	- 932	- 500	29 825
Intérieur	4 770	1 746	285 435
<i>Police + Gendarmerie</i>	4 761	2 286	249 271
<i>Hors Police + Gendarmerie</i>	9	- 540	36 164
Justice	2 225	2 100	83 226
Logement et habitat durable	0	- 160	12 306
Outre-mer	0	196	5 505
Services du Premier ministre	83	150	11 617
Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social	- 192	- 150	9 523
<b>TOTAL Budget général</b>	<b>14 433</b>	<b>13 887</b>	<b>1 933 705</b>
Contrôle et exploitation aériens	- 100	0	10 679
Publications officielles et information administrative	- 2	- 40	763
<b>TOTAL Budgets annexes</b>	<b>- 102</b>	<b>- 40</b>	<b>11 442</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>14 331</b>	<b>13 847</b>	<b>1 945 147</b>

\* Jusqu'en PLF 2017, les effectifs du ministère de l'Aménagement du territoire étaient portés par les Services du Premier ministre

## Créations d'emplois dans les secteurs prioritaires 2012—2017

	LFR du 16 août 2012	LFI 2013	LFI 2014	LFI 2015	PLAT 2015* et LPM actualisée	LFI 2016	PLF 2017	2012–2017
Créations dans l'Éducation nationale	4 621	8 781	8 804	9 421		10 711	11 662	54 000
<i>dont État</i>	4 621	8 781	8 804	9 421		8 561	11 662	51 850
<i>dont EPLE</i>						2 150		2 150
Créations dans l'enseignement agricole	80	230	180	165		165	180	1 000
<i>dont État</i>	50	200	150	140		140	140	820
<i>dont EPLE</i>	30	30	30	25		25	40	180
Créations dans les universités		1 000	1 000	1 000		1 000	1 000	5 000
<b>TOTAL "priorité enseignement"</b>	<b>4 701</b>	<b>10 011</b>	<b>9 984</b>	<b>10 586</b>	<b>0</b>	<b>11 876</b>	<b>12 842</b>	<b>60 000</b>
Police et gendarmerie		480	405	405	538	4 761	2 286	8 875
Justice	0	520	590	635	683	2 260	2 160	6 848
<i>dont ministère de la Justice</i>		480	555	600	683	2 225	2 100	6 643
<i>dont juridictions administratives</i>		40	35	35	0	35	60	205
Finances (douanes et Tracfin)					40	500	500	1 040
<b>TOTAL "priorité sécurité et justice"</b>	<b>0</b>	<b>1 000</b>	<b>995</b>	<b>1 040</b>	<b>1 261</b>	<b>7 521</b>	<b>4 946</b>	<b>16 763</b>
<b>Priorité Défense à compter de 2015</b>				<b>-7 500</b>	<b>7 500</b>	<b>2 300</b>	<b>464</b>	<b>2 764</b>

### Total des créations en faveur des priorités gouvernementales

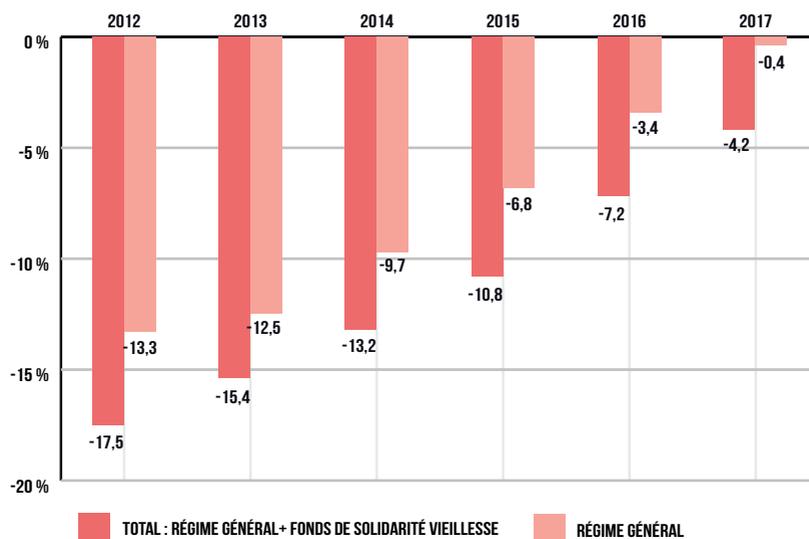
<b>Solde annuel</b>	<b>4 701</b>	<b>11 011</b>	<b>10 979</b>	<b>4 126</b>	<b>8 761</b>	<b>21 697</b>	<b>18 252</b>	<b>79 527</b>
<i>dont État (hors universités et EPLE)</i>	4 671	9 981	9 949	3 101	8 761	18 522	17 212	72 197
<b>Cumul</b>	<b>4 701</b>	<b>15 712</b>	<b>26 691</b>	<b>30 817</b>	<b>39 578</b>	<b>61 275</b>	<b>79 527</b>	
<i>dont État (hors universités et EPLE)</i>	4 671	14 652	24 601	27 702	36 463	54 985	72 197	

\* Créations dans le cadre du plan de lutte anti-terroriste (PLAT)

## Évolution des effectifs 2012—2017 en ETP (budget général et budgets annexes)

	Exécution LFR 2012	Exécution 2013	Exécution 2014	Exécution 2015	LFI 2016	PLF 2017	TOTAL
Évolution des effectifs	4 118	-7 172	-2 584	6 934	14 331	13 847	29 474
Évolution des effectifs hors PLAT et actualisation de la LPM	4 118	-7 172	-2 584	-1 074	-1 202	2 684	-5 230

## Évolution du déficit du régime général et du fonds de solidarité vieillesse depuis 2012 (Md€)





[www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr)  
[www.performance-publique.gouv.fr](http://www.performance-publique.gouv.fr)  
#PLF2017



Retrouvez l'ensemble des documents budgétaires  
sur l'application mobile Budgetek